

## LA FRANCE DOIT S'ENGAGER DANS LA RECHERCHE SUR LES MICROBICIDES, ESTIMENT DES SPECIALISTES

PARIS, 8 mars (APM) –

La France est absente de la recherche sur les microbicides et doit combler ce retard, ont estimé des spécialistes lundi lors d'une conférence de presse organisée par l'association "Equilibres et populations" qui fait du lobbying dans le cadre de l'aide au développement. A la veille de la journée de la femme, Robert Toubon, directeur de la stratégie d'Equilibres et populations a réuni des spécialistes sur la question des microbicides afin de sensibiliser le grand public, les chercheurs et les décideurs politiques à l'importance de la recherche dans ce domaine. "La prévention de la transmission du VIH est en train d'échouer en Afrique car nous n'avons pas pris suffisamment en compte le contexte", a-t-il expliqué. "Si les femmes avaient le choix de ne pas avoir de rapports sexuels ou d'avoir des rapports protégés, ce serait moins un problème, mais les femmes ne sont pas en situation de réaliser le contenu des messages de prévention", c'est-à-dire d'imposer le préservatif à leur partenaire. En attendant que le droit des femmes progresse, l'idée est de leur offrir un moyen de prévention autonome, les microbicides. "Les femmes africaines demandent un produit indétectable par leur partenaire, c'est-à-dire sans odeur, qui ne coule pas et adapté aux chaleurs tropicales", a témoigné Myriam Mercy, du Planning Familial. Or la France est absente de la recherche internationale qui existe dans ce domaine. Pourtant, elle a été pionnière dans le plaidoyer de l'accès au traitement dans les pays en voie de développement, a rappelé Michel Kazatchkine, directeur de l'Agence nationale pour la recherche sur le sida (ANRS). "Mais la recherche sur la prévention est aussi essentielle". C'est pourquoi, les spécialistes souhaiteraient que la France, qui a une image active dans la lutte contre le sida dans les pays du Sud et les droits de la femme, la place au service des microbicides en soutenant la recherche sur ce thème au plan international. "Nous demandons à ce que la France apporte sa contribution intellectuelle et financière à la recherche sur les microbicides", a conclu Robert Toubon, "sans que les priorités actuelles, la recherche sur les vaccins et les antirétroviraux, en pâtissent". "On veut tout", a renchéri Hélène Rossert, directrice générale de l'association Aides, "les vaccins, les préservatifs, les microbicides", plaidant pour cesser le clivage entre prévention et traitement.

### UN MICROBICIDE VAGINAL MAIS AUSSI ANAL

En premier lieu, l'objectif est d'obtenir un microbicide vaginal à destination des femmes des pays en développement qui les protège de l'infection au VIH. "C'est la difficulté : nous cherchons à mobiliser les gens en France pour un produit qui ne concernera dans un premier temps que les femmes, et plus précisément les femmes des pays du Sud", a expliqué Hélène Rossert. Un microbicide efficace à 50% ou 60% permettrait, d'après des projections statistiques, d'éviter en trois ans 2,5 millions de contaminations en Afrique. Mais "il n'est pas certain qu'une telle politique de réduction du risque avec un taux d'efficacité de 50% soit acceptable en France", a-t-elle souligné. Après le microbicide vaginal, l'objectif serait de trouver un microbicide anal, non seulement pour les homosexuels mais également pour les femmes hétérosexuelles. Il s'agirait ensuite d'élargir les microbicides à d'autres maladies sexuellement transmissibles voire même en faire un moyen de contraception.

### LE RETARD DE LA FRANCE

Mais en France, "si la recherche vaccinale est noble, celle sur les microbicides ne l'est pas", a expliqué Laurent Belec, virologue au Centre de recherche médicale des Cordeliers, pointant les faiblesses françaises. "Le peu que nous faisons c'est de la recherche fondamentale sur le mécanisme par lequel le VIH traverse la muqueuse, nous sommes considérés comme les intellectuels des muqueuses", a-t-il poursuivi. "Aucune réflexion n'a été menée à l'Inserm ou au CNRS sur le besoin de développer une recherche sur les microbicides", a déploré Laurent Belec. "Enfin, nous avons une agence de moyens, l'ANRS, qui sélectionne des projets mais ne fait pas d'appels d'offres ciblés". "Nous sommes une agence à appel d'offres ouvert", a confirmé Michel Kazatchkine, directeur général de l'ANRS, "et nous ne recevons pas de projets sur ces questions", expliquant qu'il a dû financer des équipes belges et italiennes pour travailler avec des équipes françaises en absence d'équipes françaises suffisantes. Plus qu'un problème de moyen c'est donc avant tout un problème de manque d'équipes travaillant sur le sujet. L'ANRS mène néanmoins deux projets, le Multimicroprojet sur l'intérêt d'associer plusieurs microbicides et le projet MPRO, avec l'Inserm et le CEA, pour concevoir une molécule de troisième génération. "La recherche sur les microbicides représente 3% du budget de l'agence, contre 10% pour les vaccins mais les vaccins sont en phase de développement", a expliqué Michel Kazatchkine.

## L'ETAT DE LA RECHERCHE INTERNATIONALE

Au niveau international, cinq essais de phase III sur des microbicides sont en cours (sur 6 molécules) auprès de 5.000 à 10.000 femmes dans des conditions à risque (prostitution) dans des pays en voie de développement. Ces essais sont menés contre placebo. Quinze essais de phase I et 50 autres essais pré-cliniques sont menés par ailleurs. La recherche sur les microbicides existe mais attire peu les firmes pharmaceutiques, ont déploré les spécialistes. D'une part, le produit concerne beaucoup de femmes mais il n'y a personne pour acheter. "C'est oublier que le Fonds mondial pourrait acheter ces produits", a expliqué Hélène Rossert.